



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CCAS

N° DLP2021-02 - Séance du 26/01/2021

ACTES

4. Fonction publique

4.4 Autres catégories de personnels

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	7	9

Vote	
Pour	9
Contre	0
Abstention	0

L'an 2021, le 26 janvier à 15h30, le conseil d'administration du CCAS de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Madame Marie-Thérèse AMALVY, Vice-Présidente du CCAS, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par électronique aux membres du conseil d'administration le 21/01/2021. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au CCAS le 21/01/2021.

Présents :

Marie-Thérèse AMALVY, André TURQUAY, Bertrand LEENHARDT, Madeleine SABASTIA, Bernard VIDAL, Michel BAUDOUR, Hubert FABRITIUS

Absents représentés :

Brigitte DEMURTAS représentée par Brigitte DEMURTAS

Josiane DEVESA représentée par Marie-Thérèse AMALVY

Absents excusés :

Jean-Luc MEISSONNIER, Alain SOULIER, Christiane GAUBERT, Marie-France TEXIER

Secrétaire de séance :

Emily NOCERA, Directrice du CCAS

N° DLP2021-02 – EHPAD : RECRUTEMENT D'UN VACATAIRE

Pour ce point, monsieur MIAUT, Directeur par Intérim de l'EHPAD, a été invité afin d'apporter des compléments d'informations et répondre à toutes questions de la part des administrateurs.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le décret 2015-1912 portant dispositions relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Considérant l'absence de la directrice de l'EHPAD ;

Considérant l'avis favorable du comité technique du 25/01/2021.

Il est proposé au conseil d'administration:

- D'autoriser le recrutement d'un vacataire pour assurer l'intérim de la directrice de l'EHPAD ;
- De prévoir sa mission du 14/01/2021 au 30/06/2021, à raison de 11 vacations/mois soit 2 jours par semaine, en télétravail et à la demande en fonction des besoins ;
- De rémunérer la vacation à hauteur de 400€ nets ;
- D'autoriser Monsieur le Président à signer tous les documents nécessaires à la mise en place de cette vacation ;
- De prévoir les crédits nécessaires à cette mesure.

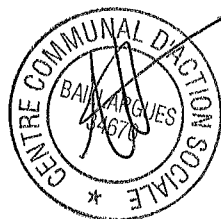
Où l'exposé du rapporteur, le conseil d'administration et après en avoir délibéré à l'unanimité **ACCEPTE** la mise en place de cette mesure. |

Pour extrait conforme,

| Le 26/01/2021

La Vice-Présidente,

Marie-Thérèse AMALVY



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.